Agadir: Un plan communal de développement en juillet

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 10-06-2010 23:04:31

· La CDG sollicitée pour la question du stationnement
· La restructuration du quartier Talborjt à l'étude

La commune urbaine d'Agadir aura bientôt son plan communal de développement. Selon Tariq Kabbage, maire de la ville, la démarche qui se veut participative est au stade de concertation avec les associations des différentes zones de la commune. «C'est une feuille de route pour les six années à venir. Elle sera présentée à la session du mois de juillet prochain», indique l'élu.

En matière de plan d'action, il faut rappeler que le conseil communal d'Agadir est précurseur en la matière. Bien avant la nouvelle Charte communale, la collectivité locale avait lancé en 2006 un plan d'action structuré pour, notamment, la mise à niveau de la ville. Un programme d'un milliard de DH. Et cette première année du nouveau mandat du conseil communal a été particulièrement consacrée à l'achèvement des chantiers mis en oeuvre ces trois dernières années. L'aménagement de la corniche en est un. Une belle réalisation, il faut le reconnaître, qui a changé la face du front de mer de la station balnéaire. Aujourd'hui, les travaux de la dernière tranche sont en phase finale et devraient être achevés en ce mois de juin. Sur cette partie du front de mer, les élus ont programmé une zone piétonne avec des heures déterminées pour les livreurs. C'est probablement ce qu'il fallait à cette zone, mais difficile de ne pas penser à la question du stationnement. Le problème se pose déjà avec acuité en été lors de l'afflux des vacanciers. Alors, si en plus il est désormais interdit de stationner sur les lieux, cela promet d'être la galère pour les estivants. A la question, Kabbage précise qu'une étude est en cours de réalisation concernant le stationnement dans la ville.
Des discussions sont par ailleurs menées avec la CDG pour la création d'une société de développement locale en charge du stationnement. En attendant, il faudra se débrouiller pour trouver une place dans les aires aménagées aux alentours de la plage, et les jours de grande affluence, comme les week-ends, on le sait d'avance, ce ne sera pas facile.

Loin de ce dossier, mais toujours au niveau du front de mer, la question de l'érosion du sable préoccupe également beaucoup de monde. La plage perd son sable (www. leconomiste.com) et c'est en même temps le capital du produit touristique Agadir qui s'évapore. D'emblée, le maire de la ville lance à ce sujet que c'est le département de l'Equipement qui est particulièrement interpellé par ce problème. Pour l'heure, une étude a été réalisée par un cabinet privé à ce sujet et la solution préconisée est celle des brise-lames. Une solution très coûteuse, il faut compter en effet près de 20 millions de DH pour l'implantation d'un brise-lames. Le coût du mètre linéaire est en fait estimé à 100.000 DH, précise un institutionnel de la ville. Le département de l'Equipement consentira-t-il à mettre la main à la poche? Il faut dans tous les cas trouver des moyens pour sauver la plage. Cette dernière reste également au coeur des discussions quand on fait allusion aux concessions relatives à l'implantation de cafés-restaurants sur la corniche. «Ce chantier est au stade d'achèvement, mais le projet des lieux de restauration reste toujours en stand-by», déplore un professionnel du tourisme de la station balnéaire. A ce sujet, Tariq Kabbage explique que «le dossier a longtemps traîné au niveau de l'Agence urbaine pour des causes pas très claires, aujourd'hui, il n'y a pas de raison qu'il

ne soit pas réactivé».

Pour ce qui est de Souk Al Had, autre grand chantier de la commune urbaine d'Agadir, l'élu indique que les choses sont rentrées dans l'ordre au niveau de l'espace des fruits et légumes. Selon lui, «les commerçants récalcitrants ont fini par signer le règlement intérieur et vont s'y plier».
Aujourd'hui, poursuit-il, ce sont les deuxième et troisième tranches qui sont au programme. Un chantier d'un coût de 100 millions de DH qui devrait être achevé dans un an.

Toujours sur le plan commerce et restructuration des espaces, un autre site est au coeur des préoccupations des élus. Il s'agit du quartier Talborjt. Jadis poumon commercial de la ville, cette zone a tendance à s'éteindre ces dernières années suite au développement de Souk Al Had et l'implantation des grandes chaînes de distribution dans la cité. Aussi, les gestionnaires de la ville veulent lui redonner du souffle et faire profiter les commerçants du souk comme ceux de Talborjt du plan Rawaj. Pour l'heure, selon le maire, une étude est en cours d'élaboration pour la restructuration urbanistique de Talborjt. Pour ce dossier comme pour bien d'autres, il faudra trouver les moyens financiers. A ce sujet, Kabbage montre du doigt «les insuffisances de la collecte des taxes». Selon lui, il faut renforcer la collecte des impôts. Normal que le sujet le préoccupe. L'argent n'est-il pas le nerf de la guerre? o

Eclairage et transport

Pour l'éclairage, la solution des LED est à l'étude actuellement. Economie oblige surtout que, malgré le dispositif déjà en place, la gestion de l'éclairage connaît ses limites. Parfois, sur une des plus grandes artères de la ville, des lampadaires restent allumés alors que le soleil est bien haut dans le ciel! Concernant le transport, «je ne suis pas du tout concerné», répond Tariq Kabbage quand allusion est faite à la saga judiciaire du dossier de gestion déléguée du transport urbain par autobus. Pour lui «l'activité d'Alsa, le gestionnaire délégué, va démarrer en septembre prochain, un point c'est tout». La question des sites propres pour la circulation des bus reste cependant en suspens.

Piémonts et déchets

L'état des piémonts est également au coeur d'une étude de restructuration actuellement. Ce site où se sont développés des quartiers clandestins est «une véritable bombe» (à retardement) de l'avis de Kabbage. Il y a donc urgence car, sur les lieux, des maisons menacent ruine.

Autre site, autre problème: l'assainissement cause des soucis au niveau de la commune d'Anza notamment. Pour l'élu, l'avenir de cette localité est dans la délocalisation des usines vers le futur pôle de compétitivité Haliopolis avec, en parallèle, la mise en place de stations d'épuration des eaux usées à Anza.

Le nouveau projet en matière de déchets, depuis la mise en activité de la nouvelle décharge à Tamelast, c'est l'aménagement d'une décharge pour les déchets inertes. Selon Kabbage, elle sera aménagée dans une ancienne carrière à Hay Mohammadi. «Cela va permettre de nettoyer la ville de ce trop-plein de déblais», souligne-t-il.

Pour ce qui est des espaces verts, l'élu avance que les services communaux en charge de ce service sont en cours de réorganisation car l'entretien des sites n'est pas satisfaisant.

L'économiste